

niveau extrêmement bas de la rivière de la Paix par suite de l'entente imprévoyante qu'a conclue le gouvernement actuel...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Baldwin: ... avec la province de la Colombie-Britannique lorsqu'il a négligé d'obliger celle-ci à adopter la mesure législative qui s'impose?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

AIR CANADA

LA NOMINATION DU PRÉSIDENT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. L'article n° 24 du *Feuilleton* d'aujourd'hui donne à Air Canada le droit d'accéder au marché des capitaux et de vendre ses propres valeurs, d'où la nécessité de donner à la compagnie un président qui connaisse très bien les problèmes du transport aérien. Le ministre est-il alors en mesure de nous indiquer vers quelle date on pourrait nous annoncer la nomination d'une telle personne?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de soumettre la question du député au conseil d'administration.

LA CONSOMMATION

LES PRAIRIES—LE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. D'après le rapport du directeur des enquêtes et des recherches, rédigé conformément à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, puisque le rapport Batten ne prouve pas de façon concluante que les produits alimentaires sont trop coûteux dans les Prairies, aucune poursuite n'est justifiée. En outre, le directeur a montré que quelques-unes des plus grandes chaînes d'épicerie détiennent un pouvoir économique...

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable représentante aurait-elle l'amabilité de poser sa question.

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'essaie d'être aussi brève que possible, mais il est inutile de poser une question si l'on ne sait pas de quoi il s'agit. Je continue donc: dans certaines régions où la vigilance des autorités

[M. Baldwin.]

publiques est nécessaire, quelles sont les mesures prises par la division ou par le ministère pour régler cette situation?

M. l'Orateur: Je signale au député que la question a une très vaste portée et pourrait figurer au *Feuilleton*. On pourrait aussi la discuter lors de l'ajournement.

LA LOI DE L'EXTRACTION DU QUARTZ DANS LE YUKON

PRÉSENTATION DU BILL MODIFICATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il y a exactement trois semaines, je lui demandais s'il inscrirait au *Feuilleton* un projet de loi visant à modifier la loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon, afin que les députés puissent examiner cette mesure législative compliquée. Le ministre a répondu que oui. Dira-t-il à la Chambre quand la chose se fera, vu qu'il avait déclaré ce jour-là que ce serait dans deux ou trois semaines?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'espère pouvoir le faire dans les semaines qui viendront, mais je ne peux donner une date définitive à l'honorable député.

[Traduction]

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

DÉPÔT DU TEXTE DE L'ACCORD PASSÉ ENTRE LES ORGANISMES FRANÇAIS ET CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-il disposé à déposer le texte de l'accord passé entre l'EACL et la CEA française sur l'échange de renseignements concernant l'énergie nucléaire? Sinon, quelles parties de l'accord sont considérées comme secrètes?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'est pas disposé à déposer le texte de l'accord, car on le considère comme relevant de l'administration interne de l'EACL qui doit maintenir sa position de concurrence sur les marchés mondiaux. Or, pour maintenir l'efficacité et la situation de concurrence de l'EACL, cet organisme a intérêt à ce que cet accord et les